

L'ordre du jour de la CAP d'aujourd'hui comporte 11 collègues qui ne sont pas titularisés à l'issue de la scolarité 2016/2017 (dont 2 informaticien.nes). S'y ajoute la situation de 2 collègues recruté.es comme contractuel.les qui sera examinée lors de la CAPN de septembre.

Dans tous les cas, la CGT revendique le droit à une deuxième chance pour toutes et tous. Nous nous opposerons donc à tous les licenciements proposés par la DG.

Un constat s'impose sur cette session : les notes obtenues aux diverses épreuves sont en régression par rapport à l'an dernier, notamment sur la 3ème épreuve écrite où la moyenne passe de 15,21 à 13,14 et la médiane de 16 à 13,25,

Par ailleurs, les collègues qui n'ont pas obtenu la moyenne et dont la situation sera évoquée lors de cette CAPN ont globalement une très bonne appréciation de début de stage pratique ! Cela prouve bien que la formation à l'école est trop déconnectée de la réalité des services et du travail d'un contrôleur de la DGFIP.

La CGT Finances Publiques revendique une scolarité mieux adaptée afin de leur permettre d'être prêts à exercer leurs fonctions et les différentes missions de service public de la DGFIP. Actuellement, elle est trop dense et d'ailleurs, même la direction de l'école le reconnaît. Si elle est globalement appréciée, elle n'est pas suffisamment professionnalisante et trop théorique. Certes, le stage pratique fait partie de la scolarité, mais comment des services trop souvent débordés peuvent-ils prendre le temps de former des stagiaires? **Pour la CGT Finances Publiques, le stage doit être un stage d'application, permettant la découverte du métier qui sera le leur à compter du 1er septembre.**

La CGT dénonce toujours le maintien de la décision inadmissible, unilatérale et discriminatoire de la Direction Générale d'imposer le stage probatoire pour les contractuel.les handicapé.es de catégorie B. Il s'agit d'une réelle discrimination car elle ne s'applique qu'à la catégorie B et uniquement aux contractuel.les.

Les récentes annonces sur la réforme de la formation professionnelle initiale ne vont pas dans le bon sens. Il est ainsi prévu une formation en alternance sur 1 an avec un stage probatoire pour toutes et tous. De plus, les stagiaires seront affecté.es avant leur entrée en formation sur une liste de postes laissés vacants à l'issue du mouvement général des titulaires.

Pire, il n'y aurait même plus de réunion d'une CAPN pour prononcer les 1ères affectations. L'administration prononcerait donc des affectations sans aucune transparence et sans possibilité pour les collègues d'être défendu.es. Même si pour l'instant cette réforme ne toucherait que la catégorie A, il y a fort à parier que la catégorie B sera rapidement mise sur le même pied d'égalité.

L'administration propose aussi de limiter à 5 le nombre de fois où un.e agent.e pourra présenter un concours et envisage de positionner les concours internes et externes aux mêmes dates.

En bref, l'administration entend empêcher les agent.es de progresser dans leur carrière!

Nous ne pouvons terminer cette déclaration sans dénoncer la piètre qualité du dialogue social dans notre direction.

Nous savons, de longue expérience, que la CAPN des suites ne peut se tenir sur une seule demi-journée. Une nouvelle fois, nous devons siéger jusqu'à 22h30 voire plus tard, tout ça car la DG refuse de voir la réalité en face. La DG affiche un mépris flagrant pour les contrôleurs et les contrôleuses de la DGFIP

Colonne de droite publique: [En direct des CAP Nationales](#)
Public: [Archives CAP Titularisation](#)

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

[CAP B](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
